

FETHI BENSLAMA

*Entre sujet et citoyen*

Je ne savais presque rien de la politique quand j'ai rencontré réellement le monde européen, au tout début des années 70. L'université parisienne bruissait encore des rumeurs de mai 68. Le langage politique envahissait le moindre espace, enveloppait tous les aspects de la vie, s'emparait de toute chose. L'esprit révolutionnaire m'est ainsi apparu comme le désir politique de tout. Ce qui m'avait particulièrement surpris, était que le discours politique ne visait pas seulement les rapports de pouvoir, l'organisation de la cité, mais en même temps la dimension subjective dans ce qu'elle a d'irréductible et de singulier. Il s'en dégageait une volonté stupéfiante d'établir des corrélations étroites entre le sujet et le citoyen, en vue de la conquête d'autres libertés. Venant de lieux où les feux de la révolutions anticoloniale se sont éteints, laissant l'homme des foules sous l'emprise massificatrice de l'identité collective nationale et du Soi capté par la figure du Père-Chef-Ideal, j'observais avec éblouissement les manifestations de cette tentative, dans laquelle je discernai, sans pouvoir me l'exprimer bien nettement, un élan spirituel, l'aspiration à assumer de nouvelles responsabilités éthiques. À mes yeux, elles faisaient éclater, ou promettaient la mise en pièce de la gangue des totalités artificielles de la politique et de la subjectivité, des universalisations de Soi à la base de tous les mépris. Il n'existait pas de centre à ce mouvement, ni de cohérence ni de représentant spécifique, son foyer se déplaçait sans cesse et s'allumait dans différents domaines de la pensée, des arts et des pratiques sociales, jusqu'à la vie privée. Il serait dommage de l'enfermer dans l'une des tentatives de le théoriser (le freudo-marxisme par exemple) ou dans quelques expressions figées qui ont prévalu à cette époque. Mon sentiment était qu'il s'agissait de l'amorce d'une spiritualité qui allait au-delà de la mystification religieuse ou philanthropique, parce qu'elle ouvrait la possibilité de penser un rapport différent entre *le commun et le séparé*, lieu d'où se lève tout progrès spirituel. Je sais bien qu'aujourd'hui, tout ceci est souvent dénoncé comme un idéalisme désuet, ou comme une utopie. Peu m'importe la façon dont on éboule les sommets, à défaut de se maintenir à leur hauteur, ni le ravalement des rêves accusés d'être éphémères, ce qui est la moindre des qualités d'un rêve ni cette

course effrénée de l'Occident passant pressé devant ce qu'il accomplit de beau et de terrible. Je veux seulement prendre la liberté de témoigner, en quelques traits, du souvenir de ma rencontre avec l'idée contemporaine de la Révolution en Occident, qui, comme tout souvenir est une construction : ici, dans l'embrasement qui subsiste entre l'étranger et son devenir familier.

La puissance de ce mouvement, je crois l'avoir localisée à l'époque avec netteté, dans l'impératif de « tout dire », d'un droit de « tout dire » à partir de la plus singulière, la plus étroite, la plus intempestive des possibilités, celle d'un « je » qui doit recommencer le frayage entre le commun et le séparé, avec la volonté d'évaluer toutes les valeurs et de les traverser vers je ne sais où. C'est peut-être la phrase de Nietzsche : « *transvaluation de toutes les valeurs* » qui exprime le mieux cette volonté. Ce fait est devenu évident pour moi, parce que dans le système au sein duquel j'ai été élevé, l'individu (le sujet) a le statut d'une cause accidentelle par rapport à la nécessité de la valeur, alors que dans ce que j'observais ici, c'est l'inverse : la valeur est devenue accidentelle et le sujet nécessaire. J'ai découvert par la suite, que tout cet impératif était déjà inscrit, dans le titre de *la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789*. Tous les mots de l'impératif sont là. La notion première et fondatrice est de déclarer, c'est-à-dire de faire connaître de façon expresse et manifeste, un droit qui n'est pas seulement celui de l'homme, ni non plus uniquement celui du citoyen, mais de leur conjonction. Le titre s'avère en soi, une mention qui identifie le genre d'humanité issue de la Révolution, et appelle chacun à le mettre en acte.

Par la suite, avançant un peu plus dans la connaissance des fondements de la Révolution, je constatai avec stupéfaction, que si par l'homme on semble désigner un état naturel, et par le citoyen la nouvelle souveraineté qui lui est désormais conférée en tant qu'individu de l'espèce, les rédacteurs de la déclaration, tel que Sieyès<sup>1</sup>, faisaient de la liberté individuelle de l'homme un état antérieur à l'état social, lequel doit étendre et assurer l'usage de la liberté. Le commun allait devenir le lieu d'actualisation et d'extension de la singularité et non plus celui de son assujettissement aux maîtres de la communauté. Non seulement le citoyen se substitue au sujet en tant qu'assujetti, mais de plus va s'ouvrir – à travers cette nouvelle posture d'être tout à la fois celui qui participe de la souveraineté des lois et celui qui s'y soumet – un autre devenir du sujet se réalisant comme acteur plutôt que serf obéissant passivement. E. Balibar a exprimé cette rupture en une belle formule : « *Le citoyen est un sujet qui se relève*<sup>2</sup>. »

Renouveler la relève du sujet par le citoyen a été à mes yeux le trait marquant de ce mouvement des années 70, qui a puisé son esprit dans la Révolution de 1789, en réactualisant sa visée la plus cruciale pour la civilisation. Et aujourd'hui, il me semble

1. J.-D. Berlin, *Sieyès*, Éd. de Fallois, Paris, 1988.

2. E. Balibar, « Citoyen sujet », *Confrontation*, n° 20, p. 30.

et de  
venir  
comme  
ger et

é, dans  
ère, la  
mencer  
eurs et  
uation  
évident  
ujet) a  
e dans  
e sujet  
dans le  
ous les  
t-à-dire  
t celui  
Le titre  
tion, et

de la  
un état  
en tant  
t de la  
ndre et  
tension  
unauté.  
plus va  
e de la  
éalisant  
rupture

ant de  
'89, en  
semble

que la crise que nous vivons peut trouver son origine dans le renoncement progressif à la corrélation entre le sujet et le citoyen. Ce renoncement atteint l'acuité d'une discordance dans les banlieues, où mon travail au contact avec la souffrance des gens me permet d'observer combien elle aboutit à des effets dévastateurs; que ce soit chez une grande partie des immigrés vivant la condition d'être des sujets sans citoyenneté (mais la Révolution n'a-t-elle pas laissé les étrangers, les femmes et les enfants avec le statut de citoyen passif?), ou chez un nombre croissant de Français citoyens certes, mais rabattus, voire déchus comme sujets, à travers tant de fléaux qui atteignent leur être psychique. Tout traitement partiel de l'un de ces deux termes sans tenir l'autre aboutit à maintenir l'exclusion, qui est essentiellement l'exclusion de la corrélation acquise entre sujet et citoyen.